L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI MATIN, 13 JUIN.

FRANCE.

Assemblée Nationale.

Troisième Séance du Samedi 24 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. BUFFET.

La séance est ouverte à neuf heures moins un quart du soir.

M. le président.—Je donne la parole à M. le vice-président du conseil qui vient de me la demander.

M. Dufaure, garde des sceaux, vice-président du conseil.—Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer à la fin de la dernière séance, nous nous sommes mes collègues et moi, par devers M. le président de la République. Nous avions donné nos démissions. Il a bien voulu les accepter, et il m'a remis en outre, le Message que je transmets à M. le président de l'Assemblée. (Mouvement.)

M. le président.—Voici, messieurs, la lettre du Message que vient de me remettre M. le garde des sceaux :

Versailles, le 24 mai 1873.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de remettre à l'Assemblée nationale ma démission des fonctions de président de la République qu'elle m'a conférées.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que le gouvernement remplira tous ses devoirs à ce qu'il ait été régulièrement remplacé.

Recevez l'assurance de ma haute considération.

" Signé: A. THIERS,

" Membre de l'Assemblée nationale.

M. Changarnier.—Je demande la parole. (Exclamations à gauche.)

M. le président.—Avant de donner la parole au membre qui l'a demandée, je communique à l'Assemblée une proposition qui m'est remise à l'instant.

Les soussignés, vu la démission de M. Thiers, président de la République française, vu l'article 7 de la loi du 13 mars 1873, déposent la proposition suivante :

" L'Assemblée, après avoir entendu le message par lequel M. Thiers, président de la République française,

" Propose à l'Assemblée de procéder immédiatement au scrutin sur la nomination de son successeur." (Applaudissements à droite.)

M. Krantz-Lemoel.—Je demande la parole. (Aux voix! aux voix!)

Messieurs, moi, je n'ai jamais eu la mémoire courte..... (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.) En entrant dans cette enceinte, mon premier sentiment a été celui de la gratitude. Je n'ai jamais été un ingrat. Je demande que ce que l'Assemblée a accordé à M. Victor Hugo..... (Rires ironiques à droite.—Applaudissements à gauche.) Je ne comprends pas ces rires. Je vous ai spontanément accordé, à l'unanimité, je le répète, qui a maintenu depuis deux ans et demi l'ordre dans le pays. (Allons donc! à droite.—Bravos et applaudissements au centre gauche.)

Et si on a la mémoire courte, je rappellerai que, en 1848, vous avez eu des émeutes, vous avez eu des journées dans la rue, tandis que pendant que M. Thiers a été président de la République, vous avez eu la paix, l'ordre, la tranquillité! (Bravos et applaudissements répétés au centre gauche.)

Voix à droite.—Et la Commune? (Exclamations diverses.)

M. Foubert.—Et la Commune?..... Est-ce que c'est M. Thiers qui l'a faite? La Commune!..... Mais c'est lui qui l'a vaincue.

Au centre gauche : Très bien! très bien!

Sur plusieurs bancs à droite : Assez! assez!

M. Foubert.—Assez?..... Non!..... J'ai encore quelque chose à vous dire. Vous oubliez que c'est aujourd'hui le 24 mai, et qu'il y a aujourd'hui deux ans que le président de la République réduisait la Commune. (Exclamations à droite.)

M. Charles Rolland.—Vous ne nuiez pas à ce moment-là.

M. le marquis de Castellane.—Il a vaincu la Commune avec le maréchal Mac-Mahon et nos soldats.

M. Foubert.—Le maréchal Mac-Mahon, par qui a-t-il été nommé commandant des forces dirigées contre la Commune?

Voix à droite.—Par nous!

M. Foubert.—Vous vous trompez, il a été nommé par M. le président de la République.

Un membre à droite.—C'est nous qui avions nommé le président de la République!

M. Foubert.—Je dis, en terminant, que je n'ai pas mérité le rappel à l'ordre, et je ne crois pas y avoir été rappelé réellement.

M. le président.—C'est vrai!

M. Foubert.—Je n'ai pas besoin de m'expliquer davantage. Mais, aujourd'hui, je demande que ce que vous avez accordé à M. Victor Hugo..... (Exclamations à droite) vous l'accordiez à un homme, — entendu bien entendu! — à un homme qui a rendu tant de services à son pays. (Très bien! à gauche.—Exclamations et rires à droite.)

M. le colonel de Chadois.—Rira bien qui rira le dernier!

M. le président.—Messieurs, plusieurs de mes collègues viennent de me remettre une proposition ainsi conçue :

" Les soussignés proposent que l'Assemblée n'accepte pas la démission de M. Thiers." (Très bien! très bien! à gauche.)

A droite : Les noms des signataires!

M. le président.—Je vais lire les noms, messieurs; j'invite l'Assemblée au calme et au silence.

Cette demande est signée par MM. Savoye, Parent, Georges, Mestrau, Boézéran, Pelletan, Le Gal, La Salle, Tassin, Wilson, etc.

Un grand nombre de membres à gauche se lèvent : Tous! tous!

M. le président.—Je vais consulter l'Assemblée sur cette proposition.

Il y a une demande de scrutin publié demandé par MM. Humbert, Alphonse Gent, Jules Gayot, Berlet, Viot, Anciaux, Lafaze, Blouconrt, Coutaut, Ferrier, Testelin, Rouvier, Joigneaux, Taberlet, Dupuy, Lherminier, Harcelet, Denfert-Rochereau, Marck, Ferdinand de Reymond, Castelnau, Arrazat, Ordinaire.

M. Haentjens.—Le gouvernement accepte-t-il ce vote ou la?

M. de Pressensé.—Je la demande aussi.

M. le président.—M. Lenoel a la parole.

M. Emile Lenoel. — La proposition soumise à l'Assemblée ne peut être et ne sera certainement pas acceptée par elle dans les termes où elle se présente.

Un membre.—Pourquoi?

M. Emile Lenoel.—Il me suffit, pour en avoir la certitude, de placer le règlement sous les yeux de l'Assemblée. (Interruption à droite.)

M. Cornélis de Witt. — L'avez-vous observé, il n'y a qu'un instant?

M. Emile Lenoel. — Voulez-vous ériger en principe la violation du règlement? Alors je n'ai plus rien à dire. Est-ce là le principe nouveau que vous voulez introduire?

M. Cornélis de Witt.— Vous l'avez violé tout à l'heure en étouffant la parole de M. le président.

M. le président.—M. Lenoel a la parole, il doit être entendu. Il parle contre la proposition, il use de son droit. Je lui maintiendrai la parole. (Très bien! très bien!)

M. Emile Lenoel. — Merci, monsieur le président.

Je ne parle pas, d'ailleurs, contre la proposition; je parle sur le mode d'examen de la proposition même.

L'article 74 du règlement est ainsi conçu :

" Toute proposition faite par un représentant est formulée par écrit. Elle est remise au président qui, après en avoir donné connaissance à l'Assemblée, la renvoie à l'examen de la commission spéciale pour les propositions." (Interruptions et dénégations à droite.)

Vous pouvez, messieurs, incontestablement, et l'Assemblée a mêl souvent ce droit, vous pouvez déclarer l'urgence; auquel cas, la proposition est affranchie de l'examen de la commission d'initiative et renvoyée directement aux bureaux. (Interruptions nouvelles à droite.)

Un membre.—Ce n'est pas cela!

M. Rouher. — C'est une méditation à faire et non une proposition à discuter.

M. Emile Lenoel. — Monsieur Rouher, vous avez une grande expérience parlementaire; mais j'ai pour moi le règlement et, de plus, l'application du règlement par cette Assemblée même à Bordeaux.

Lorsqu'il s'est agi, à Bordeaux, de constituer le pouvoir exécutif de la République française, comment a-t-on procédé?

A-t-on, pour voter, mis une urne vide à cette tribune, et a-t-on appelé les députés à déposer leurs votes sur la proposition de nommer le chef du pouvoir exécutif? Non, messieurs.

Il vous a été proposé un projet de loi, et c'est en vertu de ce projet de loi, sur le rapport d'une commission, que vous avez statué et délié la loi du 17 février 1871, ainsi conçue :

" L'Assemblée nationale, dépositaire de l'autorité souveraine,

" Considérant que, en attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France, etc., il importe de pourvoir immédiatement aux nécessités du gouvernement et à la conduite des négocia-

(Nouvelles interruptions à gauche.)

Cette violence est un scandale, et je frapperai de peines disciplinaires ceux que je pourrai citer comme s'étant les premiers à donner l'exemple à droite. (Très bien! très bien! à gauche.—Exclamations et rires à droite.)

M. le colonel de Chadois.—Rira bien qui rira le dernier!

M. le président.—Messieurs, plusieurs de mes collègues viennent de me remettre une proposition ainsi conçue :

" Les soussignés proposent que l'Assemblée n'accepte pas la démission de M. Thiers." (Très bien! très bien! à gauche.)

A droite : Les noms des signataires!

M. le président.—Je vais lire les noms, messieurs; j'invite l'Assemblée au calme et au silence.

Cette demande est signée par MM. Savoye, Parent, George, Mestrau, Boézéran, Pelletan, Le Gal, La Salle, Tassin, Wilson, etc.

Un grand nombre de membres à gauche se lèvent : Tous! tous!

M. le président.—Je vais consulter l'Assemblée sur cette proposition.

Il y a une demande de scrutin publié demandé par MM. Humbert, Alphonse Gent, Jules Gayot, Berlet, Viot, Anciaux, Lafaze, Blouconrt, Coutaut, Ferrier, Testelin, Rouvier, Joigneaux, Taberlet, Dupuy, Lherminier, Harcelet, Denfert-Rochereau, Marck, Ferdinand de Reymond, Castelnau, Arrazat, Ordinaire.

M. Haentjens.—Le gouvernement accepte-t-il ce vote ou la?

M. de Pressensé.—Je la demande aussi.

M. le président.—M. Lenoel a la parole.

M. Emile Lenoel. — La proposition soumise à l'Assemblée ne peut être et ne sera certainement pas acceptée par elle dans les termes où elle se présente.

Un membre.—Pourquoi?

M. Emile Lenoel.—Il me suffit, pour en avoir la certitude, de placer le règlement sous les yeux de l'Assemblée. (Interruption à droite.)

M. Cornélis de Witt. — L'avez-vous observé, il n'y a qu'un instant?

M. Emile Lenoel. — Voulez-vous ériger en principe la violation du règlement? Alors je n'ai plus rien à dire. Est-ce là le principe nouveau que vous voulez introduire?

M. Cornélis de Witt.— Vous l'avez violé tout à l'heure en étouffant la parole de M. le président.

M. le président.—M. Lenoel a la parole, il doit être entendu. Il parle contre la proposition, il use de son droit. Je lui maintiendrai la parole. (Très bien! très bien!)

M. Emile Lenoel. — Merci, monsieur le président.

Je ne parle pas, d'ailleurs, contre la proposition; je parle sur le mode d'examen de la proposition même.

L'article 74 du règlement est ainsi conçu :

" Toute proposition faite par un représentant est formulée par écrit. Elle est remise au président qui, après en avoir donné connaissance à l'Assemblée, la renvoie à l'examen de la commission spéciale pour les propositions." (Interruptions et dénégations à droite.)

Vous pouvez, messieurs, incontestablement, et l'Assemblée a mêl souvent ce droit, vous pouvez déclarer l'urgence; auquel cas, la proposition est affranchie de l'examen de la commission d'initiative et renvoyée directement aux bureaux. (Interruptions nouvelles à droite.)

Un membre.—Ce n'est pas cela!

M. Rouher. — C'est une méditation à faire et non une proposition à discuter.

M. Emile Lenoel. — Monsieur Rouher, vous avez une grande expérience parlementaire; mais j'ai pour moi le règlement et, de plus, l'application du règlement par cette Assemblée même à Bordeaux.

Lorsqu'il s'est agi, à Bordeaux, de constituer le pouvoir exécutif de la République française, comment a-t-on procédé?

A-t-on, pour voter, mis une urne vide à cette tribune, et a-t-on appelé les députés à déposer leurs votes sur la proposition de nommer le chef du pouvoir exécutif? Non, messieurs.

Il vous a été proposé un projet de loi, et c'est en vertu de ce projet de loi, sur le rapport d'une commission, que vous avez statué et délié la loi du 17 février 1871, ainsi conçue :

" L'Assemblée nationale, dépositaire de l'autorité souveraine,

" Considérant que, en attendant qu'il soit statué sur les institutions de la France, etc., il importe de pourvoir immédiatement aux nécessités du gouvernement et à la conduite des négocia-

avec lequel est exemple que je me suis permis de demander la parole. J'avais l'honneur d'annoncer à la commission que je venais de M. Thiers la réalité d'un pouvoir exécutif définitif, et que, en cas de vacance, le président de la République française ne fût pour moi, à toujours, et tout un. (Rires ironiques.)

Je faisais donc partie de cette commission.

Il y est un nouvel, non pas à la convenance de l'assemblée, mais au bureau, parce pourquoi cela? Non pas parce qu'il s'agissait d'une élection, mais parce qu'il s'agissait d'une institution à créer. (Très bien! très bien! à droite.)

Eh bien, voilà! Vous l'avez détruite!

M. Audren de Kerdrel.—Nous étions en République, en République provisoire, mais en République; vous pouviez avoir, sous la forme républicaine, ou un président, ou autre chose qu'un président à la tête du pouvoir exécutif; il pouvait être nommé directement par la nation ou nommé par vous; vous pouviez avoir un directoire, un triumvirat, que sais-je! (Interruptions et rumeurs à gauche.)

Je ne comprends pas ces rumeurs. Je veux dire que le pouvoir exécutif sous la République, en France ou ailleurs, — et c'est de l'histoire cela, — a eu des formes diverses et que vous pouviez être hésitants entre l'une et l'autre de ces formes.

Il y avait lieu d'examiner cette grande et délicate question dans les bureaux, et c'est ce qu'on a procédé à une élection destinée à conférer le pouvoir institué par l'Assemblée. Aujourd'hui l'institution est créée, nous conservons les lois existantes.

A droite et au centre. — C'est cela! — Très bien!

M. Audren de Kerdrel. — Nous sommes soumis aux lois actuelles de notre pays, et nous venons simplement demander, je ne comprends pas que cela fût refusé par ce côté de l'Assemblée (l'orateur désigne la gauche), toujours si empressé à s'emparer du pouvoir lorsqu'il renverse un gouvernement... (Rires d'approbation à droite.—Murmures à gauche), nous venons, dis-je, amplement demander que le pouvoir ne reste pas vacant. (Vive approbation et applaudissements à droite et au centre.—Aux voix! aux voix!)

M. le président.—S'il y avait ici une question de règlement engagée, je ne pourrais pas la mettre aux voix; mon devoir serait de la résoudre d'une manière conforme aux dispositions du règlement.

Il n'y a pas ici de question réglementaire; je vais indiquer la seule question qui puisse être examinée.

M. le président de la République a donné sa démission, l'Assemblé l'a acceptée. Il n'y a donc qu'une seule chose à faire, c'est de procéder à la nomination d'un nouveau président de la République.

L'Assemblée peut mettre cette question à son ordre du jour lorsqu'elle la trouvera convenable. Jugera-t-elle convenable de la mettre à son ordre du jour d'aujourd'hui?

Il y a des précédents. Dans une circonstance moins solennelle, il est vrai, mais cependant très importante, vous avez procédé ainsi. Il s'agissait de l'élection du président de l'Assemblée, que vous avez eu à nommer après la démission de Phonorable M. Grévy. On a demandé le renvoi au lendemain pour la mise à l'ordre du jour. L'Assemblée a été d'avis de voter le même jour.

Il n'y a donc point là une question réglementaire. L'Assemblée est tout simplement appelée à décider ce point : procéder aujourd'hui même à la nomination du président de la République, ou mettre cette nomination à l'ordre du jour des séances ultérieures.

C'est la seule question que je puisse soumettre à l'Assemblée, et c'est sur quoi je vais la consulter. (Oui! oui! — Très bien!)

M. Horace de Choiseul.—Pour combien de temps sera-t-il nommé le président de la République et dans quelles conditions?

M. le président.—Je prie M. de Choiseul de me laisser poser une question.

J'ai déjà expliqué qu'en présence de la démission du président de la République, et dans la nécessité de nommer un nouveau président, il y a lieu de consulter, réglementairement, mais plusieurs de nos collègues demandent, — et ceci est une proposition, — que la question soit renvoyée dans les bureaux.

L'Assemblée peut, si elle le juge convenable, s'éclairer de l'avis d'une commission dans toutes les circonstances importantes.

Je suis obligé de consulter l'Assemblée non pas pour l'application du règlement, mais parce que je suis saisi d'une proposition sur laquelle je veux savoir si elle veut renvoyer la proposition dans les bureaux.

Il y a une demande de scrutin publié sur le renvoi aux bureaux de la proposition du général Changarnier.

Les signataires sont MM. Godin, Louis Blanc, Emile Brelay, Tirard, Taxile Delord et plusieurs de leurs collègues.

Quelques voix.—C'est inutile! pas de demande de scrutin!

(Un des auteurs de la demande déclare la retirer.)

M. le président.—Alors, si on ne demande plus le renvoi aux bureaux, je consulte l'Assemblée sur la question de savoir si elle veut procéder aujourd'hui même à la nomination du président de la République.

Si elle décide qu'elle ne procédera pas aujourd'hui même je la consulterai sur un autre jour.

M. Schœlcher.—Nous demandons la fixation à lundi.

M. le président.—Je vais consulter l'Assemblée. Il suffit qu'une proposition parvienne jusqu'à moi et soit appuyée, ce soit-à-dire faite par deux personnes, pour que je considère comme un devoir de la soumettre au vote de l'Assemblée. (Très bien, très bien!)

On propose de fixer à lundi la nomination du président de la République.' C'est le jour le plus éloigné, je le mets aux voix. (Le renvoi à lundi est mis aux voix.)

Voix à gauche : Nous proposons de renvoyer la nomination à demain.

M. le président.—Je vais consulter l'Assemblée sur la fixation à demain.

(L'Assemblée, consultée, n'admet pas la fixation à demain.)

M. Wilson.—Je demande une suspension d'une heure! (Non! non!)

M. le président.—La proposition est-elle appuyée? (Non! non!)

Alors il n'y a pas lieu de la mettre aux voix.

L'Assemblée a décidé qu'elle allait procéder aujourd'hui même à l'élection du président.

M. Horace de Choiseul.—Pour combien de temps sera-t-il nommé? Sera-t-il irrévocable?.....

M. le président.—Je dois faire remarquer à l'Assemblée, — car il m'appartient pas d'intervenir dans le débat, mais j'ai le devoir de peser la question et d'indiquer avec précision quelle est la question que l'Assemblée va résoudre, — je répondrai, je dois faire remarquer, dis-je, qu'il ne s'agit d'adopter aucune modification dans les lois et dans les institutions existantes. (Très bien! très bien! au centre et à droite.—Exclamations et rires ironiques à gauche.)

Le président de la République qui sera élu en remplacement de M. Thiers se trouvera exactement dans les conditions légales et constitutionnelles où se trouvait M. Thiers lui-même. (Oui! oui! c'est cela.)

On va procéder au tirage au sort des scrutateurs pour le dépouillement du scrutin.

Lorsque ce tirage aura fait, j'ouvrirai le scrutin.

(Il est procédé au tirage au sort des scrutateurs.)

M. le président.—Maintenant, le scrutin est ouvert.

(Les deux urnes, de vote et de contrôle, sont placés sur la tribune, et le vote a lieu dans les formes accoutumées.)

Le scrutin, ouvert à dix heures, est fermé à onze heures.

Le dépouillement des votes est fait dans une salle voisine de celle des séances.

Cette opération terminée, le résultat en est apporté à M. le président.

M. le président.—Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants,	802
Bulletins blancs,	1
Suffrages exprimés	391
Majorité absolue,	196

M. le maréchal de Mac-Mahon a obtenu 390 voix.

M. Grévy, 1 voix.

En conséquence, M. le maréchal de Mac-Mahon est proclamé président de la République française. (Bravos et applaudissements à droite et au centre droit.)

Je pense, messieurs, que vous jugerez convenable qu'une députation de votre bureau se rende auprès de M. le maréchal de Mac-Mahon pour lui faire part de la décision de l'Assemblée nationale. La séance ne serait levée que lorsque nous aurons reçu la réponse de M. le maréchal. (Très bien! très bien! et applaudissements sur les mêmes bancs.)

La séance est suspendue pendant une demi-heure, mais elle n'est pas levée.

(Il est onze heures du soir — M. le président de l'Assemblée cède le fauteuil à M. de Goulard, vice-président, qui s'y assied aux applaudissements redoublés de la droite et du centre droit.)

La séance est reprise à minuit moins un quart.

M. le président Buffet remplace M. de Goulard au fauteuil de la présidence.

M. le président. — Messieurs, conformément aux ordres de l'Assemblée, une députation de vingt membres, dont j'ai l'honneur de faire partie, s'est rendue auprès de M. le maréchal de Mac-Mahon et lui a fait part de la décision de l'Assemblée.

Je dois dire que, pour vaincre la résistance, les objections et les scrupules, de l'illustre maréchal, nous avons dû faire un énergique appel à cet esprit de dévouement et de sacrifice au pays, dont le maréchal a donné tant de preuves.....

(Très bien! très bien!—Applaudissements à droite) et dont il donne aujourd'hui une preuve plus éclatante encore en acceptant de telles charges. Je crois, j'espère, que la proposition, en suivant le cours qui a été indiqué tout à l'heure n'est une infraction au règlement, je me joindrais à l'honorable M. Lenoël; mais je crois le contraire.

A gauche : Allons donc!

M. Audren de Kerdrel.—Il ne s'agit pas ici, messieurs, d'une proposition dans l'acception ordinaire et réglementaire du mot..... (Interruptions à gauche.)

M. de Pressensé.—Je demande la parole.

M. Audren de Kerdrel.—Quand vous voterez sur une proposition, vous créez une situation quelconque, bonne ou mauvaise; cela a déjà été fait. Cela a été fait d'abord par M. le président de la République, qui a donné sa démission, puis par vous, qui l'avez acceptée. La situation est faite. Il n'y a plus, à proprement parler, de propos... (C'est cela.—Très bien! à droite. — Rumeurs à gauche.) absolument comme le jour où l'honorable et.—Je le dis très haut, — regretté M. Grévy donnait sa démission..... (Exclamations ironiques à gauche) et où, dans la séance même, vous procédiez à une élection.

Vous avez invoqué l'exemple de Bordeaux, et c'est précisément parce que vous

SPECTACLES, &c.

Le Grand Music d'Anatomie
Au Jardin de Société Ste-Charles.

Bureaux de l'Union Française.

Nouvelle-Orléans, 1er Juin 1873.

A Messieurs les Membres de l'Union Française.

Messieurs et chers compatriotes,

Le Conseil de Direction a l'honneur de porter à votre connaissance le présent rapport, pour le semestre du 1er décembre 1872 au 31 mai 1873.

Pendant cette période, le nombre de Français qui se sont adressés à la Société pour être aidés dans la recherche de travail, s'est élevé à 426, soit :

Hommes	327
Femmes	99

Le Bureau a fait d'actives démarches en faveur de chacune des personnes et a réussi à en placer 226, soit :

Hommes	127
Femmes	99

Il a délivré 136 Bons de logement et 262 Bons de repas.

20 personnes ont reçu des secours médicaux et des médicaments, par les soins de la Société.

Conformément à notre Charte, les secours en espèces n'ont été distribués que dans des cas d'urgence. Ces secours ont nécessité l'emploi d'une somme d'environ $60, dont la majeure partie a été affectée à l'acquisition d'outils ou d'ustensiles de travail.

Le cours d'anglais GRATUIT est suivi avec assiduité par 45 élèves de tous âges. Fait au point de vue pratique, il rend des services réels à une classe fort intéressante de nos compatriotes, celles des nouveaux arrivés.

Il nous est impossible d'énumérer nombre des services rendus par le Bureau, qui échappent à toutes espèces de classifications : renseignements, demandes, conduites aux bateaux et chemins de fer, correspondances, etc.

Messieurs et chers compatriotes, en vous présentant cet exposé sommaire et des résultats qui parlent par eux-mêmes, permettez-nous de faire appel aux sentiments de patriotisme et de générosité qui, de tout temps, ont été l'une des qualités dominantes de la race française.

Notre Société a pour but la bienfaisance pratique, l'assistance à tous ceux qui ont besoin d'un appui matériel et moral. Comptant à peine six mois d'existence, on a cependant pu, grâce à l'union, à l'ensemble des services réels et nombreux. Que ne ferait-elle pas si, au lieu de ressources limitées dont elle dispose, elle avait entre les mains un actif plus important. Les misères qui viennent à nous chaque jour, et celles qui se cachent et souffrent seul tendent aller, à notre insu, dans l'abîme de notre oubli, être soulagées comme elles méritent de l'être.

Aidez-nous donc à élargir notre cercle et à augmenter le nombre de nos membres et le chiffre de nos recettes, faites en faveur de notre œuvre une active propagande dans les indifférents secouent leur égoïsme! que leur peuple aille à ceux qui souffrent, et que bientôt, pour l'honneur de notre population, il ne soit pas un Français qui refuse à ses compatriotes dans le malheur les cinquante cents par mois que l'Union Française demande à chacun de ses membres.

Recevez, messieurs et chers compatriotes, l'assurance de nos sentiments fraternels et dévoués.

Pour le Conseil et par son ordre :

Le Vice-Président,

H. SALOMON.

Le Secrétaire adjoint,

A. DE MONTLUZIN.

Le Trésorier,

J. E. SEGUIN.

Consulat de France
A LA NOUVELLE-ORLÉANS.

Avis est donné aux ALSACIENS-LORRAINS qui veut l'éloignement où les dessert leur position, que le Consulat de France a été informé, qu'aux termes d'une décision récente du ministère de la justice, ils sont la faculté de déclarer, dans un délai de trois mois, leur option en faveur de la nationalité française, et qu'ils reçu à cet effet, au Consulat, les actes de notoriété nécessaire de France avec mention exacte de leurs noms, prénoms, profession, date et lieu de naissance, dernier domicile en France, pour être joints à leur déclaration, le certificat constatant leur déclaration, et leur acte de naissance. Le délai pour formuler ces demandes expirera le 30 septembre 1873.

Vétérans louisianais de la guerre du Mexique. — Il y a vétérans louisianais de la guerre du Mexique, qui désirent se joindre à la Société Militaire d'entr'aide et d'assistance mutuelle, comme société permanente, aux bureaux du second étage, salle N° 2 de la rue St. Louis, N° 2 de la rue St. Charles.

Les vétérans louisianais de la guerre du Mexique, de toutes les parties de l'Etat, peuvent s'enrôler en s'adressant, par écrit, au soussigné, en donnant le nom de leur régiment, de leur grade, de leur décharge, et indiquant la compagnie, le bataillon ou le corps.

Quelques voix.—C'est inutile! pas de demande de scrutin!

(Un des auteurs de la demande déclare la retirer.)

M. le président.—Alors, si on ne demande plus le renvoi aux bureaux, je consulte l'Assemblée sur la question de savoir si elle veut procéder aujourd'hui même à la nomination du président de la République.

Si elle décide qu'elle ne procédera pas aujourd'hui même je la consulterai sur un autre jour.

M. Schœlcher.—Nous demandons la fixation à lundi.

M. le président.—Je vais consulter l'Assemblée. Il suffit qu'une proposition parvienne jusqu'à moi et soit appuyée, ce soit-à-dire faite par deux personnes, pour que je considère comme un devoir de la soumettre au vote de l'Assemblée. (Très bien, très bien!)

On propose de fixer à lundi la nomination du président de la République.' C'est le jour le plus éloigné, je le mets aux voix. (Le renvoi à lundi est mis aux voix.)

Voix à gauche : Nous proposons de renvoyer la nomination à demain.

M. le président.—Je vais consulter l'Assemblée sur la fixation à demain.

(L'Assemblée, consultée, n'admet pas la fixation à demain.)

M. Wilson.—Je demande une suspension d'une heure! (Non! non!)

M. le président.—La proposition est-elle appuyée? (Non! non!)

Alors il n'y a pas lieu de la mettre aux voix.

L'Assemblée a décidé qu'elle allait procéder aujourd'hui même à l'élection du président.

M. Horace de Choiseul.—Pour combien de temps sera-t-il nommé? Sera-t-il irrévocable?.....

M. le président.—Je dois faire remarquer à l'Assemblée, — car il m'appartient pas d'intervenir dans le débat, mais j'ai le devoir de peser la question et d'indiquer avec précision quelle est la question que l'Assemblée va résoudre, — je répondrai, je dois faire remarquer, dis-je, qu'il ne s'agit d'adopter aucune modification dans les lois et dans les institutions existantes. (Très bien! très bien! au centre et à droite.—Exclamations et rires ironiques à gauche.)

Le président de la République qui sera élu en remplacement de M. Thiers se trouvera exactement dans les conditions légales et constitutionnelles où se trouvait M. Thiers lui-même. (Oui! oui! c'est cela.)

On va procéder au tirage au sort des scrutateurs pour le dépouillement du scrutin.

Lorsque ce tirage aura fait, j'ouvrirai le scrutin.

(Il est procédé au tirage au sort des scrutateurs.)

M. le président.—Maintenant, le scrutin est ouvert.

(Les deux urnes, de vote et de contrôle, sont placés sur la tribune, et le vote a lieu dans les formes accoutumées.)

Le scrutin, ouvert à dix heures, est fermé à onze heures.

Le dépouillement des votes est fait dans une salle voisine de celle des séances.

Cette opération terminée, le résultat en est apporté à M. le président.

M. le président.—Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre des votants,	802
Bulletins blancs,	1
Suffrages exprimés	391
Majorité absolue,	196

M. le maréchal de Mac-Mahon a obtenu 390 voix.

M. Grévy, 1 voix.

En conséquence, M. le maréchal de Mac-Mahon est proclamé président de la République française. (Bravos et applaudissements à droite et au centre droit.)

Je pense, messieurs, que vous jugerez convenable qu'une députation de votre bureau se rende auprès de M. le maréchal de Mac-Mahon pour lui faire part de la décision de l'Assemblée nationale. La séance ne serait levée que lorsque nous aurons reçu la réponse de M. le maréchal. (Très bien! très bien! et applaudissements sur les mêmes bancs.)

La séance est suspendue pendant une demi-heure, mais elle n'est pas levée.

(Il est onze heures du soir — M. le président de l'Assemblée cède le fauteuil à M. de Goulard, vice-président, qui s'y assied aux applaudissements redoublés de la droite et du centre droit.)

La séance est reprise à minuit moins un quart.

M. le président Buffet remplace M. de Goulard au fauteuil de la présidence.

M. le président. — Messieurs, conformément aux ordres de l'Assemblée, une députation de vingt membres, dont j'ai l'honneur de faire partie, s'est rendue auprès de M. le maréchal de Mac-Mahon et lui a fait part de la décision de l'Assemblée.

Je dois dire que, pour vaincre la résistance, les objections et les scrupules, de l'illustre maréchal, nous avons dû faire un énergique appel à cet esprit de dévouement et de sacrifice au pays, dont le maréchal a donné tant de preuves.....

(Très bien! très bien!—Applaudissements à droite) et dont il donne aujourd'hui une preuve plus éclatante encore en acceptant de telles charges. Je crois, j'espère, que la proposition, en suivant le cours qui a été indiqué tout à l'heure n'est une infraction au règlement, je me joindrais à l'honorable M. Lenoël; mais je crois le contraire.

A gauche : Allons donc!

M. Audren de Kerdrel.—Il ne s'agit pas ici, messieurs, d'une proposition dans l'acception ordinaire et réglementaire du mot..... (Interruptions à gauche.)

M. de Pressensé.—Je demande la parole.

M. Audren de Kerdrel.—Quand vous voterez sur une proposition, vous créez une situation quelconque, bonne ou mauvaise; cela a déjà été fait. Cela a été fait d'abord par M. le président de la République, qui a donné sa démission, puis par vous, qui l'avez acceptée. La situation est faite. Il n'y a plus, à proprement parler, de propos... (C'est cela.—Très bien! à droite. — Rumeurs à gauche.) absolument comme le jour où l'honorable et.—Je le dis très haut, — regretté M. Grévy donnait sa démission..... (Exclamations ironiques à gauche) et où, dans la séance même, vous procédiez à une élection.

Vous avez invoqué l'exemple de Bordeaux, et c'est précisément parce que vous

H. BIER,
STOCK BROKER,
No. 32 Carondelet street, back office of State and City Taxes paid at a liberal discount
15 juin—1an

ALBIN ROCHEREAU, CHARLES T. DUGAZON PIERRE CHARITES.
WILLIAM R. LEE. BENOIT MERRILL.

A. ROCHEREAU & CO.,
Sole Agents for the sale of KRUG & CO'S Champagne,
COMMISSION MERCHANTS,
IMPORTERS OF
Wines, Brandies, Italian, &c.,
5 SOUTH WILLIAM ST., NEW YORK.
32 & 34 ST. JOSEPH ST. NEW ORLEANS.

Ver. MAIGNAN & F. LABORDE
MARCHANDS-COMMISSIONNAIRES
ET
IMPORTATEURS,
Nos. 29 30 31 32, RUE BIENVILLE,
SEULS AGENTS DE
CHAS. FARRE, REIMS : VINS DE CHAMPAGNE SILLERY ET CARNET.
J. B. CLERC & CIE.—BORDEAUX : Grands Vins CHATEAU PAPE CLEMENT.
A. DE LUZE & FILS—BORDEAUX : Grands Vins Rouges de Médoc et Château Yquem.
COGNAC.
CHAMPAGNE VINEYARD PROPRIETORS COMPANY—Cuvées.
HENRY HUTTON —
GOULDEN'S —
GAUTIER FRÈRES —
LARMOIER VERRIER —
CARTE BLANCHE —
ASSZ. SEIGNETTE —
La Recherche.
GENÈVRES.
Imperial Hagie—J. J. HOLST SCHIEDAM.
La Grande—VAN DER HEEG & CO.
Vins des Glaciers de PAUL SMITH & THOMAS & B. REIG.
Spécialité P. B. Vieux Cognacs, Rhums, Gins, Whiskies, Liqueurs.
Représentant à Paris, Commerçons, etc., etc.

AUGUSTE COUTURIE,
26.....Rue de la Vieille-Levée.....26
Seul Agent pour la vente des
Champagne Chs. Heidsieck & Co.,
Cognac d'Exp. Grégoire & Co.,
Genièvre de Hoolmans & Co., Double Anora,
— Offre à vendre —
Cognac J. & P. Martell de 1870, 1865, 1860, 1848 1834 et S. C. P.
Vins Rouges de Lafite, St-Pétier et St-Estephe 1er ordre 1868.

CAFE DE LA ROTONDE
DE
L'HOTEL ST-LOUIS.
CONSOMMATIONS à 10 cents la verre. — Liqueurs de première qualité et déjeuners à toute heure.
Mme QUEYROUZE. OSCAR ROSS

QUEYROUZE & BOIS,
MARCHANDS D' BOIS DE
GROCERIES, VINS, LIQUEURS
ET
toutes sortes de produits de l'Ouest.
Aux Magasins bleus,
Coin Vieilla Levée et Rampart.
29 juil—1 An Nlle-Orléans.

Cigares de la Havane et du Pays,
CIGARETTES DE LA HAVANE ET DU PAYS.
Et un assortie est complet de TABACS à chiquer et à fumer — A vendre à un prix par
ED. L. ZELL & CO.,
Coin des rues Canal et Carondelet,
31 Mai—1an Nlle-Orléans, La.

PIERRE DUFORT,
ENTREPRENEUR DE POMPES FUNÈBRES,
A l'honneur d'informer le public que depuis le 1er Janvier il a transféré ses bureaux de No 43 à 45 rue Conti, Nouvelle Orléans, à ceux de No 2449 de la rue Royale, entre les rues St. Philippe et Urselines. Il continuera, comme par le passé, à donner tous les soins et l'attention nécessaires aux personnes qui l'honoreront de leur confiance, et espère, par son activité constante à satisfaire tous ceux qui voudront bien s'adresser à lui. Il a constamment en mains un choix complet de cercueils, tant ordinaires que de luxe, et se charge de toutes les formalités nécessaires à remplir à la Mairie, ainsi que de tous les détails de funérailles, tant à la ville qu'à la campagne. Il a aussi un corbillard pour enfants.
Communication intérieure au moyen de Téléphone.
Conditions modérées et garanties.
29 juin—3m

APPAREIL PERFECTIONNÉ
—DU—
GAZ BARBARIN,
A bas prix et hautement approuvé après épreuve à la Nouvelle-Orléans, le 12 Décembre 1872.
Fabrique de cette Compagnie au Bas de la Ville, Faubourg Lafayette, entre les rues Dauphine et Derbigny.
F. ROBERTS, Secrétaire.
Bureau : Salle Rez-de-chaussée de la Poste.
26 avr—1an

The Freedman's Savings & Trust Co.
CAISSE D'ÉPARGNE NATIONALE.
Charte accordée par les Etats-Unis en 1865.
SUCCURSALE DE LA RUE BIENVILLE :
No 182 Rue du Canal,
HEURES DÉTAILLÉES
HEURES DE BANQUE :
De 9 heures A. M. à 3 heures P. M.
Ouverte les samedis soir, pour recevoir des dépôts, de 5 à 7 heures.
DIRECTEURS :
C. D. STURDEVANT, A. FAILLET.
Caissier, Assistant-Caissier.
On peut se procurer des copies de la Charte à la Banque.
5 juin—1an

CASSIDY & MILLER,
Tailleurs, Agents de Fabriciants de Boths Cotes,
MARCHANDS DE
Cortèges Maison et Campagne. On trouvera constamment chez eux des toutes les étoffes, les draperies, les boths les plus nouveaux.
No 127 de la rue Royale, Nouvelle-Orlé